



6 octobre 2021. Article de Libération. Sur le financement du sport, la macronie fait de la gonflette.



6 octobre 2021.
[Marceau Taburet](#)
Carton jaune

Sur le financement du sport, la macronie fait de la gonflette.

Malgré quelques grandes déclarations et un budget revu à la hausse en toute fin de mandat, l'action d'Emmanuel Macron depuis son élection a déçu de nombreux acteurs de terrain.



Emmanuel Macron avec le président de la Fédération française de rugby, Bernard Laporte et la ministre des Sports, Roxana Maracineanu, le 5 septembre 2019 à Marcoussis (Essonne). (Christophe Ena/Reuters)

Le 15 novembre 2018, Emmanuel Macron prend la plume. Par écrit, le chef de l'Etat tente d'éteindre l'incendie allumé quelques jours plutôt par près de 400 sportifs. Dans une lettre ouverte, les Teddy Riner, Renaud Lavillenie, Kevin Mayer, Martin Fourcade et autres, pour ne citer qu'eux, ont rué dans les brancards. «*La famille du sport français est en danger*», écrivent-ils, regrettant la réduction du budget alloué au sport dans le budget 2019. Des coupes «*contradictoires avec l'objectif des performances attendues*» et même «*désastreuses pour l'héritage qu'on laissera aux nouvelles générations*». Les mots sont durs. Mis en cause, Macron se doit de répliquer. Sa réponse tient en trois mots ? Il parle d'un «*engagement sans précédent de l'Etat*» tout en prenant soin de préciser que c'est circonscrit au budget 2019 et que cela ne concerne que le sport de haut niveau.



6 octobre 2021. Article de Libération. Sur le financement du sport, la macronie fait de la gonflette.

Au-delà de cet échange d'amabilités, de quel côté se situe la réalité budgétaire et politique ? Chez un président qui affirme se retrousser les manches pour le sport ou chez les athlètes qui en ont gros sur la patate ? *«Sur les trois premières années du mandat d'Emmanuel Macron, on a observé une baisse significative du budget des sports»*, répond Jean-Jacques Lozach, sénateur socialiste de la Creuse et rapporteur du budget des sports à la chambre haute. *«Entre 2017 et 2019, 80 millions d'euros ont disparu pour le sport»*, complète le député de la Loire Régis Juanico (Génération·s), qui parle de *«décisions catastrophiques»*, notamment en vue des Jeux de Paris.

516 millions pour les infrastructures olympiques

En 2017, le budget de fonctionnement du ministère des Sports s'élevait à 510 millions d'euros. L'année suivante, il dégringolait à 481 millions d'euros, avant de continuer sa glissade pour atteindre 451 millions en 2019. Le gouvernement déportait le débat en pointant un poste de dépense qui n'était pas inclus dans ce budget de fonctionnement, celui de Solideo, la Société de livraison des équipements olympiques et paralympiques, établissement public, créé en 2017 dans la perspective des JO de 2024. En 2019, 65 millions d'euros lui ont en effet été versés sous forme de dotation en plus des 451 millions. Et donc une enveloppe totale de 516 millions, se vantait le gouvernement. Il y a un hic : les fonds versés à Solideo servent à construire des infrastructures olympiques, pas à développer la pratique sportive ou à soutenir les clubs ou les fédérations.

Les craintes du secteur sportif n'ont donc rien d'infondé. *«Globalement, le bilan du gouvernement est très mitigé. Il y a un fossé absolument évident entre les annonces du gouvernement et les actes. On est encore très loin de la satisfaction de l'ensemble des besoins»*, cingle le sénateur Lozach. *«Ces cinq années auraient pu servir à préparer l'héritage sportif, éducatif et social des Jeux de 2024. Mais pour cela, il aurait fallu déployer des programmes qui auraient nécessité un changement d'échelle»*, abonde Régis Juanico, qui fut rapporteur spécial pour le budget des sports pendant le quinquennat Hollande.

Taxes mal utilisées

Pour lever des fonds, le gouvernement dispose d'un levier : les taxes. Il y en a trois en partie affectées au financement du sport : le prélèvement sur les paris sportifs, celui sur les jeux de grattage de la Française des jeux et enfin la «taxe Buffet», sur les droits de retransmission et de diffusion des matchs. En 2021, 180 millions d'euros issus de ces taxes étaient affectés au financement du sport. Pas suffisant pour le député Juanico : *«Sur les 111 millions d'euros que rapporte la taxe sur les paris sportifs, seulement 34 millions servent à financer le sport. Tout le reste va dans les caisses de l'Etat et est utilisé pour autre chose.»*



6 octobre 2021. Article de Libération. Sur le financement du sport, la macronie fait de la gonflette.

La macronie pourrait très bien augmenter le plafond de ces taxes, d'ailleurs le député a déposé plusieurs amendements en ce sens à l'Assemblée. Tous rejetés.

La crise sanitaire n'a fait qu'aggraver une situation déjà compliquée pour beaucoup de petits clubs, qui ont perdu des licenciés à cause du Covid mais aussi des bénévoles. Et le coup d'arrêt porté aux emplois aidés au début du quinquennat a décimé l'encadrement associatif. Les Jeux de Paris approchant et les ambitions présidentielles s'affichant, la majorité a tenté de redresser la barre. En présentant le dernier projet de loi de finances du quinquennat en septembre, le gouvernement a abondamment communiqué sur les 987 millions d'euros alloués au sport l'an prochain. Un *«budget historique»*, selon le ministère des Sports. Une hausse *«grâce aux Jeux»*, concède l'entourage de la ministre. *«C'est totalement assumé car c'est un outil de relance fabuleux qui permet d'investir dans de nombreux équipements»*, ajoute-t-on. Soit. Mais les sports ne représentent toujours que 0,32 % du budget total contre 0,24 % en 2017, calcule le sénateur Jean-Jacques Lozach. Côté associations sportives, le ministère met en avant la pérennisation du Pass'sport, *«une mesure de 100 millions d'euros»*. A quelques mois de la présidentielle, ça ne peut pas faire de mal.